

CONDITIONS
D'ABONNEMENT AU "METIS."

Les abonnements au "Metis" sont payables d'avance, et les abonnements en arriéré ne sont pas acceptés. Les abonnements sont payables par trimestre, par semestre ou par année, et les abonnements en arriéré ne sont pas acceptés.

Les Adresses des Abonnés doivent être envoyées à M. D. Gagnier & Co., Éditeurs-Propriétaires, au poste de St. Boniface, au poste de St. Boniface, au poste de St. Boniface, au poste de St. Boniface.

LE METIS

DIEU ET MON DROIT.

N. D. Gagnier & Co. Éditeurs-Propriétaires.

TARIF D'ABONNEMENTS.

Première édition, 12 cts. la ligne et 8 cts. par ligne pour chaque insertion sub séquente.
Nulles annonces ne comptent pour moins de six lignes.
Paiement en avance d'avance quand l'annonce est pour moins de six mois.
ANNONCES À L'ANNEE.
Pour une colonne, \$100.00
" demi " " 50.00
" un qrt. de colonne, 25.00

Reponse au Dr. Lynch.

(Suite)

Après la rébellion, le comité national des metis fit une exception en faveur du Dr. Schultze et de Ch. Mair. Au lieu de les confondre avec les autres prisonniers, il leur permit d'accepter de la compagnie de la Brie d'Hudson, de Monsieur John McTavish, des appointements très confortables et de les habiller avec leurs dantes. Le Dr. Lynch a vu tout cela de ses yeux pourtant, et l'histoire de Begg, l'ennemi des Metis, est là pour prouver la fausseté des assertions du Dr. Lynch. Quant aux autres prisonniers, ils furent réellement bien traités. Ils eurent tout leurs trois repas par jour, de la même nourriture que les soldats metis avaient. Taxe, sureté, pécuniaire et pain, en outre le gouvernement provisoire lui fut payé le 30 décembre, le lendemain de la Rébellion de la troupe du capitaine Lynch, leur laisse l'avantage de ne pas être punis, mais ils ne furent pas une fois de leur appeler des personnes charitables de Winnipeg.

Un nommé Gonsior emboîtant tout son temps à leur transporter des vivres. Après la formation du gouvernement provisoire, le Dr. Lynch dit que le drapeau metis fut arboré par les metis. Cela est faux. Les metis ont un drapeau, qu'ils ont toujours arboré au drapeau britannique et ce drapeau est le drapeau fleur de lys.

Une feuille de tôle fut insérée en l'honneur des indiens leurs amis.

Mais depuis que M. T. O'Donoghue a voulu devenir fou, tout le monde sait que cette feuille de tôle a été faite du drapeau des metis soumis à l'Angleterre.

L'histoire de Begg est là pour prouver qu'au milieu des événements de décembre, le gouvernement McTavish, resta libre. Le Dr. Lynch fit que la parole privée fut pillée de tous les côtés.

Il n'y eut de confusion dans ce moment là par le gouvernement provisoire que ce qui appartenait au Dr. Schultze et les amis de la troupe du capitaine Lynch lui-même.

Le Dr. Lynch veut montrer par certains allégés écrits par M. D. A. Smith que ce monsieur n'a jamais reconnu le gouvernement provisoire; mais le Dr. Lynch a le soin de se contredire lui-même en écrivant ce qui est arrivé à M. Smith lors de la condamnation à mort du major Boulton. M. Smith, suivant le Dr. Lynch lui-même, demanda à Riel d'épargner Boulton. Riel répondit à M. Smith qu'il épargnerait Boulton à une condition. Le commissaire impérial et canadien accepta et remplit les conditions du président du gouvernement provisoire et ainsi il a obtenu la grâce de Boulton. Quelle le

leur juge lui-même de cette affaire. Monsieur Smith employa son influence à faire reconnaître le gouvernement provisoire.

Le Dr. Lynch dit qu'à la réunion de la convention, les délégués choisirent le juge Black pour président. Il ne dit pas que c'est Riel qui le nomma. Mais Alex. Begg dit que c'est Riel.

Le Dr. Lynch dit qu'après que monsieur Smith eut invité la convention à envoyer des délégués à Ottawa, Riel prit possession de la convention. Il dit que la convention fut entourée par des gardes armés et que ceux d'entre les membres qui refusèrent de voter selon le gré de Riel furent expulsés par la force. L'Honorable M. A. Boyd a refusé de voter pour ou contre M. Riel comme président. M. Boyd donna ses raisons; c'était parce que ses constituants ne l'avaient pas autorisé à s'occuper de cette question. On demanda à M. A. Boyd s'il a été expulsé de la convention. D'autres membres autorisés par leurs constituants à voter pour ou contre le Président Riel refusèrent manqué directement à leur mandat en parlant d'interdire l'Honorable M. A. Boyd. M. Riel fit voter à la convention qu'il fallait que ces messieurs fissent leur devoir en votant pour ou contre sa présidence, que s'ils refusent, qu'ils soient présents, de voter sur cette question. Il fit fait motion, lui, pour que la convention retranchât les votes qu'ils avaient donnés durant le cours de toutes les délibérations antérieures. MM. John Fraser et John Sutherland, maintenant sénateurs à Ottawa, les demandèrent à voter comme eux. Les minutes de la convention sont là à l'appui de ce qui est dit.

Le Dr. Lynch en mentionnant la convention de la convention des 10 délégués ne dit pas par qui elle avait été demandée. Mais il arrangea de faire à faire comprendre que c'est M. Smith qui a été l'auteur de cette idée. Le lecteur peut se désabuser en voyant encore l'histoire de Begg. Begg dit que c'est Riel et non pas M. Smith qui est la cause de la convention des 10 délégués par tout le pays, il a demandé des faveurs au président de ce gouvernement et il les a obtenus à certaines conditions. A-t-il, oui ou non, reconnu le gouvernement provisoire?

Le Dr. Lynch prétend que l'attitude de M. D. A. Smith a fait changer de programme à Riel. Le programme à toujours été le même depuis le commencement de sa résistance jusqu'à la fin. Il n'en a pas deviné un seul instant.

Voici les trois premières résolutions de ce programme qui a été publié en Canada dans le *Corriere de St. Hyacinthe*, durant l'automne de 69, et qu'il est par conséquent impossible de mettre en doute.

1. Les metis canadiens français de la Rivière-Rouge se déclarent

sujects loyaux de Sa Majesté la Reine d'Angleterre.

2. Les metis canadiens français de la Rivière-Rouge reconnaissent à l'honorable compagnie de la Brie d'Hudson tout le bon que son gouvernement a fait au pays. Et sans faire attention aux fautes et à la forme de ce gouvernement. Les metis canadiens français lui savent gré du bien accompli par lui.

3. L'honorable compagnie de la Brie d'Hudson se reconnaît responsable du gouvernement de ce pays. Les metis canadiens français se déclarent prêts à passer par tout ce qui leur faut pour accomplir leur tâche.

Riel a fondé le comité national des metis canadiens français. Il a établi le gouvernement provisoire sur le même programme. C'est ce que l'Honorable Begg qui est un ennemi des metis dans son histoire des metis de la Rivière-Rouge qu'il y a au début de tous ces troubles en 1870, lorsqu'il est qu'il a été le commencement jusqu'à la fin il a été le commencement de tout ce qui a été fait avec le Canada des arrangements qui furent sanctionnés par le parlement canadien.

Le Dr. Lynch dit que beaucoup de metis de Riel se détachèrent de lui en faveur de M. D. A. Smith. Cela n'est pas exact.

Voici la vérité. Après que M. le grand Veneur Thibault et le colonel Le Salaberry eurent, dans le mois de janvier 1870, comme on peut le voir dans l'histoire de Begg, reconnu le gouvernement provisoire et fait connaître l'objet de leur mission à ce gouvernement, comme ces messieurs étaient chargés de la part du Canada de promesses et d'assurances que Riel et son Conseil ne croient pas que nous garants encore suffisamment les droits des anciens colons. Les Metis généralement, dire qu'il leur fallait des garanties plus expresses. Alors le gouverneur McTavish fit circuler le bruit que Riel avait brûlé les papiers les plus importants de la Commission Canadienne, sur ce que tous les metis eurent bien l'air que Riel avait fait cela, ils le regretteront. Pour voir si cette accusation contre leur chef était fondée, MM. Chs. Nolin et Pierre Lévêlle, représentants fidèles des metis sous le gouvernement provisoire, demandèrent une assemblée publique. C'est M. D. A. Smith qui poussait ces deux hommes à demander une assemblée. Son plan était d'attirer Riel et le gouvernement provisoire à la faveur de cette assemblée.

Quant à Messieurs Nolin et Lévêlle, leur seul dessein en cela était de réunir au temple réunir les metis de la vallée, au de la fausseté des accusations portées contre Riel, et en même temps d'avoir la lecture publique de tous les papiers de M. D. A. Smith comme commissaire, afin de pouvoir en juger d'une manière tout à fait ouverte et publique.

Monsieur D. A. Smith avait brûlé ses papiers à Pembina. Riel alla le trouver avec un grand nombre de ses partisans dans la soirée du 16 janvier et lui dit: Monsieur, vous voulez renverser le gouvernement provisoire. Nous avons suivi toutes vos démarches depuis que vous êtes venus s'installer impérial et canadien. Mais nous ne nous sommes pas sur "le champ" que vous nous dites, je vous fais franchement comme tel et comme il faut. Vous voulez vous débarrasser de nous, mais nous ne nous laisserons pas sur "le champ" que vous nous dites, je vous fais franchement comme tel et comme il faut. Vous voulez vous débarrasser de nous, mais nous ne nous laisserons pas sur "le champ" que vous nous dites, je vous fais franchement comme tel et comme il faut.

Monsieur Smith fit voir ses papiers par Monsieur Thibault, et eut un grand succès. Ses papiers furent brûlés.

Messieurs Pierre Lévêlle, Alexis McKay et John Grant allèrent sur le chemin de Pembina, au devant de Monsieur Hadesty, ils le rencontrèrent à la Rivière aux Grâces, le 17 janvier, à 40 milles du Fort Garry. Monsieur Auguste McKay prit les papiers d'entre les mains de Monsieur Hadesty, et ils enjuguèrent à Madeste Languishere, soldat de Riel de les suivre.

Cependant, un bon nombre de gens hostiles à Riel parlaient d'aller brûler les papiers de Monsieur D. A. Smith au Fort de Pierre, qui est à 18 milles plus bas que le Fort Garry, et sur la Rivière Rouge, et d'y faire ensuite un autre gouvernement provisoire. Riel, avec des soldats, alla rencontrer les papiers et leur dit de les empêcher de gagner le Fort de Pierre, il les escorta jusqu'aux portes du Fort Garry. Le 18 janvier au matin, monsieur D. A. Smith reçut dans l'enceinte du Fort Garry, ses papiers de commissaire. Les esprits étaient dans un grand mouvement dans tout le pays; mais surtout, l'effervescence était grande au Fort Garry.

Après bien des pourparlers, Riel déclara qu'il n'y avait pas d'assemblée publique sans la permission du gouvernement provisoire. Messieurs Chs. Nolin et Pierre Lévêlle qui, comme nous l'avons dit, voulaient seulement entendre la lecture publique des papiers de la commission de monsieur Smith et entendre si Riel avait été accusé à tort ou avec raison, dirent à Riel, en leur qualité de chefs du parti de ceux qui partagent leurs idées, qu'il lui appartenait en effet, comme président du gouvernement provisoire, de fixer le jour et l'heure de l'assemblée. Monsieur D. A. Smith était obligé de compter avec Nolin et Lévêlle. Il dut en passer en fin de compte; que des anglais passibles par leur décision. Le 18 janvier, à 11 heures A. M. Riel convoqua en de retirer sa motion; ce qui ramena l'assemblée au point où elle était au commencement.

pendre pour le lendemain, 19 janvier à midi; ce n'est donc pas monsieur Smith qui a convoqué l'assemblée en question.

Durant toute la nuit du 18 au 19 janvier, et toute l'avant-midi du 19, et à l'ouverture de l'assemblée, Riel et ses soldats insistèrent auprès des accusateurs de Riel pour qu'ils produisissent leurs preuves. Comme ces accusations n'étaient que des inventions, ceux qui les avaient faites ne purent pas les produire. Les metis de la vallée se rallièrent en plus grand nombre que jamais au tour du gouvernement provisoire. MM. Chs. Nolin et Pierre Lévêlle demandèrent sous l'inspiration leur adhésion publique et complète à la politique du Président du gouvernement provisoire.

Toute la colonne de *Saskatchewan* a vu cela. Et des centaines de personnes peuvent encore attester la vérité.

Le Dr. Lynch dit que le lendemain le peuple ne put pas librement exprimer son sentiment, et qu'il y eut un défilé de force avec lequel Riel chercha à l'intimider. Mais dans la phrase suivante, le Dr. Lynch contredit ce qu'il vient d'avancer. Car il affirme que le peuple presque unanimement se prononça en faveur d'une soumission préalable au Canada. Le Dr. Lynch a raison de dire qu'il se prononça presque unanimement en faveur de quel que chose, mais il a tort de dire que ce quel que chose était sa soumission préalable au Canada.

Je pense fut presque unanime en faveur de la lecture de tous les papiers de M. Smith. Pendant l'assemblée Riel objecta à la lecture de certains papiers qui lui paraissaient d'un caractère tout à fait privé et non officiel. Mais chaque fois l'assemblée jugea de ces objections comme il lui plut, si bien que l'assemblée par son vote, demanda et obtint la lecture de tout ce que Monsieur D. A. Smith jugea à propos de lui dire.

Il y a une seconde chose que l'assemblée vota, je ne dirai pas presque unanimement mais même d'une voix tout à fait unanime. Et cette chose fut la demande que Riel lui-même leur fit d'ordonner une convention de 10 représentants du peuple pour le 25 janvier. C'est par cette proposition que l'assemblée se forma le 25.

Le Dr. Lynch n'a pas dit que, sur le soir du 19, le premier jour de l'assemblée, un nommé John Bourke fit motion de délivrer par la force les prisonniers du gouvernement provisoire. Il ne dit pas non plus qu'ensuite après cette menace les soldats metis commandés par Lévêlle dispersèrent les ennemis de Bourke. Messieurs Chs. Nolin et Pierre Lévêlle s'accrochèrent hardiment contre les ennemis du gouvernement provisoire, qu'ils mirent en fuite; que des anglais passibles par leur décision. Le 18 janvier, à 11 heures A. M. Riel convoqua en de retirer sa motion; ce qui ramena l'assemblée au point où elle était au commencement.

Le Dr. Lynch dit qu'il y avait mille hommes à cette assemblée. Comme il était en prison pendant tout ce temps là, le Dr. Lynch n'est pas tenu de savoir que cette assemblée comptait 2,200 hommes.

Selon le Dr. Lynch, M. D. A. Smith trouva qu'il ne pourrait rien faire de bon avec les assemblées publiques. Mais il me semble que si M. Smith, contrairement à ce qu'il obtient que le peuple se prononce en faveur d'une soumission possible au Canada il devait être content du résultat de son travail. Mais non, il y a une réticence dans la pensée du Dr. Lynch. M. Smith trouva qu'il n'avait pu rien faire avec les assemblées publiques, parcequ'il n'avait pas réussi à renverser le gouvernement provisoire, et à décapiter Riel, Lépine et tout le Conseil du peuple.

(A continuer.)



LE METIS.

Samedi, 18 Avril, 1874.

Parlement Fédéral.

(Emprunté aux dépêches du Free Press.)

Lundi et mardi, le télégraphe a été sous le contrôle du gouvernement provisoire, et le changement de direction.

Lundi la chambre a été occupée à discuter la résolution de M. Mills concernant la réorganisation proposée. Rien n'a été fait dans l'affaire Riel.

Mardi après midi, M. Cunningham proposa une résolution à l'effet d'assigner le procureur-général Clarke de comparaître à la barre de la chambre le lendemain (mercredi), alléguant que les Cours de Manitoba n'avaient pas droit de mettre Riel en accusation ou d'émettre des warrants pour son arrestation.

L'Hon. M. Blake dit que la question est très-importante; mais Clarke est parti pour le Sud, en dehors de la juridiction de la chambre.

La motion fut retirée.

L'Hon. M. Cartwright présenta le budget, et parla jusqu'à six heures. Il reprit à la séance du soir et parla jusqu'à 5.30. L'état financier du pays indique un million et demi de déficit. Le gouvernement devra prélever un revenu additionnel de \$3,000,000. Il proposa des résolutions augmentant les droits de douanes sur certains articles, tels que les cigares, spiritueux, eaux fortes, les engins, machines, objets de fantaisies, etc., etc. L'augmentation de droits date du 15 avril.

Mardi après midi, l'Hon. M. Laird, ministre de l'Intérieur déclara, en réponse au Dr. Schultz, que le gouvernement avait pris en considération la question d'un octroi de terre aux chefs de familles Métis, et aux anciens colons.

M. Bowell, secondé par le Dr. Schultz propose la résolution suivante :

Que Louis Riel, membre de Provencher, ayant été accusé de meurtre, et un acte d'accusation ayant été trouvé fondé contre lui et des warrants ayant été émis par les Cours de Manitoba pour son arrestation, et le dit Louis Riel ayant refusé de se trouver présent à sa place dans cette Chambre, jeudi, le 9 avril, que le dit Louis Riel soit expulsé de cette Chambre.

L'Hon. M. Holton, secondé par M. Macdonald Cameron, proposa en amendement que, vu que le comité de l'Hon. Donald A. Smith est occupé à faire une investigation sur les troubles du Nord-Ouest et la question de l'amnistie, les procès de la chambre sur cette question soient suspendus jusqu'à ce que le rapport du comité de M. Smith soit mis devant la Chambre.

M. Mousseau, secondé par M. Baby, proposa en amendement à l'amendement qu'une adresse soit présentée à Sa Majesté demandant l'émission d'une amnistie à tous ceux qui ont eu quelque participation dans les troubles de 1869-70.

Des discours furent prononcés par MM. Bowell, White, de Hastings, White, de Renfrew Nord, Davis, de l'île du Prince Édouard, McKay Right, en faveur de la motion d'expulsion.

L'Hon. M. McKenzie dit qu'il vote ra pour l'expulsion, parce qu'il avait été clairement prouvé à la satisfaction de la chambre, que Riel est un fugitif de la justice, et qu'il est en conséquence non qualifié à s'associer avec d'honorables membres. Il ajouta qu'il était en faveur d'une amnistie pour tous ceux qui n'étaient coupables que d'offenses politiques dans le Nord-Ouest, mais qu'il ne favoriserait pas une amnistie à ceux qui étaient concernés dans le meurtre. La question de savoir si l'action de Riel en ordonnant l'exécution de Scott était une offense politique ou non, est une question qui doit être déterminée par des Cours de la compétence.

M. Holton dit que la chambre avait nommé un comité pour considérer la question sous toutes ses faces, ayant le rapport de ce comité, et pendant ses opérations, il est illogique et injuste d'essayer de forcer la chambre de voter sur la question d'expulsion.

M. Macdonald Cameron interpella Sir John A. McDonald et lui demanda de dire si son gouvernement avait, oui ou non, reconnu le gouvernement provisoire.

Sir John A. McDonald refusa de répondre.

Le Dr. Schultz dit que les officiers de la Compagnie de la Baie d'Hudson, et non Riel, étaient la cause des troubles du Nord-Ouest. Il prétend que Riel n'a jamais représenté qu'un cinquième de la population. Il dénonce la Compagnie et s'oppose à l'amnistie pour deux raisons : 1o, parce qu'elle occasionnera des troubles semblables à la Saskatchewan ; 2o, parce qu'elle aurait un mauvais effet sur les sauvages.

A la séance du soir, M. McKenzie présenta la proclamation émise au sujet des troubles du Nord-Ouest.

M. Rochester parla contre le personnel du comité de M. Smith.

L'Hon. M. Cauchon pria M. Mousseau de retirer son amendement, vu que le moment était mal choisi pour décider cette question. Il supplia la chambre de donner au comité le temps de connaître les faits et révélations qu'on était en droit d'attendre.

M. Donald A. Smith défend sa position. Il dit qu'il avait agi vis-à-vis des habitants du Nord-Ouest de manière à obtenir la confiance du gouvernement Impérial, du gouvernement fédéral et de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Comme commissaire à Manitoba, il n'avait jamais reçu un seul centin, ayant payé ses dépenses de sa propre poche.

M. Cunningham dit que le Dr. Schultz ayant brisé la prison pour s'en évader, était lui-même un fugitif de la justice. Il accusa John

Bruce d'avoir été complice d'O'Donoghue dans l'invasion fénienne. Il attaqua le procureur-général Clarke, déclarant que ses motifs pour poursuivre Riel se rapportaient à l'élection du Comité de Provencher. Il ajouta que les Cours de Manitoba étaient simplement des moqueries de justice ; Riel ne pouvait pas obtenir justice des Cours telles qu'actuellement constituées.

L'Hon. M. Blake déplore l'acte de Riel en venant à Ottawa et en signant le rôle, acte insultant pour la chambre et le pays. L'expulsion effacera le stigmate d'avoir dans la chambre un membre qui en est indigne. Riel serait probablement réélu par les électeurs de Provencher ; mais la chambre pourrait répéter l'expulsion jusqu'à ce que l'affaire soit définitivement réglée.

L'Hon. M. Dorion parla en faveur de l'amendement de M. Holton, pour que la question fut ajournée jusqu'à ce que le Comité ait fait rapport. Il dit qu'il votera contre la motion de M. Bowell, comme mal avisée.

La chambre refusa d'en venir à un vote.

L'Hon. M. Dorion proposa, secondé par M. Masson, que le débat soit ajourné au lendemain, mercredi.

La question Riel.

Cette importante question continue à occuper sérieusement l'attention de la Chambre des Communes. Toutes les haines se produisent. Mais aussi les sympathies se réveillent. Les hommes qui ont le courage de leurs convictions se déclarent ouvertement, d'autres les appuient et agissent, les plus timides se tiennent cois et attendent. Nos ennemis se montrent à face découverte. Nous reconnaissons nos véritables amis et ceux qui le sont plus en parole qu'autrement.

Quel sera le résultat final ? Telle est la question que chacun se pose. Il est assez difficile de le prédire. La Chambre cédera-elle au fanatisme aveugle de sang. Se fera-t-elle l'instrument complaisant des haines personnelles parties d'ici pour aller poursuivre officieusement leur proie jusqu'à Ottawa ? ou désiguera-t-elle se mettre au dessus des préjugés et des haines, suivre les principes de la justice, de la vraie justice britannique, et écouter les voix de la modération si nécessaire pour traiter impartialement cette grave et brûlante question ? La Chambre va-t-elle décider qu'il n'y a qu'Ontario dans la Puissance, que les vices les plus arbitraires d'Ontario vont prédominer absolument et sans restriction sur les autres Provinces, même dans ses ingérences les plus injustes ? Voilà des questions qui sont les corollaires de la question de Riel actuellement débattue et dont la réponse importe à tous les citoyens de la Confédération.

Si la grande Province d'Ontario s'impose aujourd'hui arbitrairement dans les affaires de Manitoba pour les régler fanatiquement, qui nous dit que demain elle ne cherchera pas à en faire autant dans Québec, la Nouvelle-Ecosse, ou quelque-une des autres Provinces.

Nous le répétons, cette question n'affecte pas seulement Manitoba, elle intéresse à un haut degré toute la confédération.

Nous espérons donc que nos représentants fédéraux prendront la chose en sérieuse considération, et y regarderont deux fois avant d'en venir au résultat si fanatiquement convoité par Ontario.

Le Vote sur l'Expulsion.

Une dépêche d'Ottawa reçue hier annonce que le vote sur la motion de Bowell, et les amendements de Holton et de Mousseau a été pris jeudi soir.

M. Bowell avait proposé l'expulsion de Riel.

M. Holton a proposé en amendement d'ajourner le vote sur la question jusqu'à ce que le rapport du comité de M. Smith ait été mis devant la chambre.

M. Mousseau proposa en amendement une adresse demandant une amnistie pour les personnes impliquées dans les troubles de 1869-70.

M. Masson a parlé longuement en faveur de l'amendement de M. Mousseau. Plusieurs autres membres français se prononcèrent contre l'expulsion.

Le vote fut pris.

L'amendement de M. Mousseau a été perdu par 27 contre 136.

L'amendement de M. Holton fut aussi perdu par 76 contre 117.

La motion Bowell fut ensuite mise aux voix et emportée par 123 contre 64.

Aussitôt après le vote, le Dr. Schultz, secondé par Bowell, a proposé l'émission d'un bref pour l'élection d'un membre dans le Comité de Provencher. La motion fut adoptée.

NOUVELLE ELECTION DANS PROVENCHER.

L'expulsion de M. Riel de la Chambre des Communes va nécessiter une nouvelle élection. Nous ne savons pas encore ce que feront les électeurs du Comité de Provencher, mais nous sommes presque certains qu'ils vont réélire M. Riel par une majorité plus forte que celle du mois de février.

Un repit.

Bruce et Bechard ne publient rien cette semaine. Ils se préparent dans le recueillement et la mortification à imaginer de nouvelles révélations à effet, à fabriquer de nouvelles diatribes, pour fondre sur le *Metis* et ses rédacteurs. Souvenez-vous, c'est dommage que leur terrible engin, au lieu de révéler dans ses flammes la foudre qui tue, ne produise que d'innocents pétards qui amusent. C'est Bruce qui bouffe et Bechard tient la mèche. Le coup part, et tout le monde continue à se bien porter. Ainsi donc pas d'explosion cette semaine. Attendez à la semaine prochaine.

M. Hay réélu.

Le siège de St. Andrew Sud à la Législature Locale a été rendu vacant par la résignation de M. Hay qui se présentait pour la Chambre des Communes. L'élection d'un membre pour remplir la vacance, a eu lieu le 7 courant. Il y avait deux candidats sur les rangs, M. Hay, l'ex-membre, et M. John Gunn. M. Hay a été réélu par 14 voix de majorité.

Obituaire.

La mort vient de moissonner à la fleur de l'âge, une de ces âmes d'élite qui ont abandonné le monde pour consacrer leur existence au service du Seigneur. La Sœur Marguerite Anne McCollough est décédée à l'Hôpital Général de St. Boniface lundi, le 13 avril courant, à l'âge de 23 ans, 10 mois et 13 jours.

Elle était née en Irlande et fut amenée très-jeune à Montréal, où elle reçut son éducation. Entrée à dix-sept ans dans la bienfaisante

Institution des Sœurs de la Charité fondée par la Révérende Mère Youville, elle a passé six ans et trois mois en Religion, pratiquant à un haut degré les précieuses vertus que l'on admire dans les cloîtres.

Elle souffrait depuis assez longtemps de la maladie qui l'emporta, la consomption. L'automne dernier, se voyant affaiblir tous les jours, elle voulut venir à la Rivière-Rouge dans l'espoir que le changement de climat pourrait lui être favorable. Elle fit le voyage en compagnie de la Rev. Sœur Lamy. Arrivée ici, elle eut du mieux pendant quelque temps. Mais ensuite, la maladie reprit son empire, et lundi dernier à 8 heures A M sa belle âme quitta la terre pour aller jouir de la félicité d'une vie meilleure.

Son service a eu lieu mercredi matin, à la Chapelle du Couvent.

Henry McConville.

Nous avons annoncé dans notre dernier numéro la mort de Henry McConville décédé à Winnipeg, samedi 11 courant. Ses funérailles ont eu lieu à la Cathédrale de St. Boniface, mardi, à 7 heures, où un service a été chanté par le Rev. M. Dugast. Un bon nombre d'amis de Winnipeg et de St. Boniface s'étaient rendus pour lui rendre les derniers devoirs.

Henry McConville est né le 21 avril, 1835, à Joliette, P.Q. et a fait ses études au Collège de l'Assomption. Il a été admis au barreau du Bas-Canada en 1864 et ensuite au barreau de Manitoba en 1877. Si l'on veut le livrer attentivement à sa profession, ses talents lui auraient indubitablement fait une belle position.

Lundi après-midi, M. Foucher ancien condisciple du défunt fit transporter le corps à sa résidence à St. Boniface. Dès samedi M. Foucher communiqua par télégraphe avec la famille McConville à Joliette et fut chargé par les parents de prendre possession des effets du défunt et gérer ses affaires ici. Il a d'abord été question de faire transporter son corps à Joliette, et M. Foucher l'a, pour cette fin, fait mettre dans un cercueil de zinc. Il s'attend de jour en jour à recevoir l'ordre de l'expéditeur.

CORRESPONDANCE.

M. le Rédacteur,

Ma correspondance de la semaine dernière a eu son effet. Le *Notre* *Wester*, qui avait voulu avoiser la cause de Dupont, se rétracte. Trompé par Dupont, il avait annoncé que l'Hon. Salomon Hamelin et M. Charette faisaient partie d'un certain comité dont Dupont était le président. Cette semaine il dit que MM. Hamelin et Charette lui ont écrit pour l'informer qu'ils n'ont rien à faire avec tel comité. Comme ces messieurs sont partisans de la noble cause que Dupont poursuit, ce digne Dupont à cru qu'en tre amis, il ne fallait pas se gêner, et qu'il pouvait prendre les noms de ces deux bons amis pour en faire les vice-président et secrétaire d'un comité qui n'existe pas. Mais ses deux honorables amis lui font fausse route. Ils ont honte d'appartenir à son comité imaginaire, et Dupont passe pour un imposteur sans scrupule. Ce que d'ailleurs tout le monde savait depuis longtemps. Au revoir !

Un qui sait.

Winnipeg, 15 avril, 1874.

Nouvelles Locales.

— Les malles de l'Est commencent à être irrégulières. Celle de mercredi n'est arrivée que jeudi fort tard.

— La neige était presque toute fondue et les chemins commençant à être secs, lorsqu'hier matin nous avons eu quelques poudres de neige nouvelle.

— La glace de la rivière devient mauvaise. Il y a passablement d'eau près des bords.

— Jeudi, à neuf heures, il a été chanté à la Cathédrale un service solennel pour le repos de l'âme du Cardinal Barnabé.

— Il se fait beaucoup de conjectures sur l'arrivée du premier steamboat.

Nouvelles d'Ottawa.

— Lorsque M. Riel s'est rendu aux Edifices Parlementaires pour se faire asseoir par le Greffier, il était accompagné du Dr. Fiset, député de Rimouski. Le Dr. Fiset est l'ancien condisciple de M. Riel au Collège de Montréal.

— L'Hon. M. Archibald, actuellement Gouverneur de la Nouvelle-Ecosse, a été assigné à comparaître devant le Comité de M. D. A. Smith.

— La brochure de Mgr. Taché sur l'Unité a été publiée en anglais à Ottawa, au commencement de la semaine dernière. Le *Nouvel Monde* a commencé à publier la version française.

— Les Sénateurs conservateurs se sont réunis en caucus, avec l'Hon. M. Chénier pour président, et ont décidé de renvoyer leur appui à Sir John A. McDonald, s'il ne veut rien faire pour Riel.

M. John McTavish a été examiné devant le Comité de M. Smith.

— Le Procureur Général, Clarke, dans son examen devant la Chambre des Communes, a déclaré qu'en février dernier, il s'était joint à lui-même à l'attachement de police en sa qualité de Juge de Paix pour arrêter Riel.

— Il vient d'arriver à Toronto un nouveau journal, ayant pour titre *The Nation*. C'est un journal hebdomadaire, de 16 pages.

Académie Saint-Denis.

On lit dans le *Courier du Canada*:

Il y a eu, hier, à la Grande Salle du Séminaire, une charmante petite soirée, une réunion de famille, où les charmants, toujours nouveaux de la littérature classique ont captivé si bien, que l'auditoire, fût-il trié aux enfants de la vie pratique, a goûté près des muses un délicieux quart d'heure.

On nous rappelle dans l'assistance: Sa Grandeur Mgr. l'Archevêque, l'Hon. M. Chénier, MM. L. H. Huot, L. Bédard, C. Pelletier, E. Myrand, etc., et plusieurs élèves de l'Université.

M. le secrétaire a reçu la réception pour le premier semestre de l'année académique 1873-74, de 345 devoirs entrés au cahier d'honneur. Après la lecture du rapport, M. le G. V. Hamel a procédé à la collation des grades académiques.

Académiciens: En Rhétorique: M. Joseph Bérubé; en Seconde: MM. Eugène Gauthier, John Carey, et Eugène Bédard.

Cinq nouveaux candidats et 23 aspirants reçurent leurs insignes. Au nombre des nouveaux choisis reçurent pendant la soirée, mais avec spécialité, nous citerons ceux qui suivent: *La Messe de Minuit* par M. J. Dufour; *Le Mépris* par M. J. Carey; *Un ami du Canada* par M. J. de la Rivière; pour *Chercher un docteur* par Edmond Bernier; *Le docteur de Walter Raleigh* par M. Bérubé; *Un bon, un long* par Achille Routher; et *La légende* par M. Eugène Gauthier.

«*Le Ministre*» par M. John Carey, a eu, croyons-nous les honneurs de la soirée. Ce morceau magnifique ressemble par son ineffable mélancolie à ces vieilles rapsodies gael-

ques des bardes d'Ossian. Un style brillant, harmonieux comme la harpe du chantre de l'*Ennuaire des Vers*, un enthousiasme vrai pour toutes les gloires de la patrie, un cœur, une âme ravis du triomphe des ancêtres, voilà ce que l'on admire, ce que l'on applaudit dans le travail intelligent d'un élève de seconde.

«*La Messe de Minuit*» mérite une mention spéciale. Il y a, dans cette narration, une naïveté, une fraîcheur de style que Mde. Tatu ne désavouerait pas.

Le chant et la musique étaient à la hauteur de la circonstance, et l'Académie St. Denis a su, comme toujours, offrir à l'auditoire un bouquet tout parfumé de littérature et d'harmonie.

M. John Carey, dont il est question dans ce compte rendu, est le fils de Daniel Carey, Eccl., de Winnipeg, Protonotaire de la Cour du Banc de la Reine.

Une ancienne connaissance.

Le *Courier des Etats Unis* a reçu la communication suivante:

Monsieur le rédacteur:—Dans le numéro du *Herald* en date du 25 février dernier, un certain Ls. de Plainval a fait un compte-rendu plus ou moins fantastique et, verité des seances du Club des Travailleurs de langue française.

Personne n'aurait songé à relever l'inexactitude de ses dires; il faut bien que tout le monde vive, même les policiers! mais le dit Plainval s'est permis d'attaquer notre vie privée et notre honneur.

Pour ce fait, étant plus parfaitement désigné que mon frère Gustave, j'ai déposé une plainte entre les mains du juge Otterbourg qui a délégué un *jurat* en vertu duquel le sieur de Plainval a été arrêté ce matin.

Il aura maintenant à rendre compte de ses calomnies devant la justice.

Je compte, Monsieur le rédacteur, sur votre impartialité pour l'insertion de cette lettre.

Agreez, etc.,

ELIE MAY.

C'est le même de Plainval qui était chef de police de Manitoba, et qui le printemps dernier, annonça qu'il se rendait à la Pointe de Chénier et fila à grand train vers Pembina. Quelques mois plus tard, il décampa en grande hâte de Montréal sans prendre le temps de remettre l'argent de ses associés qui, par hasard se trouvaient dans ses poches.—*Note edit.*

POESIE.

Les quatre Ages du cœur.

Peut-être, l'aimé d'un amour tendre
Ma main et Dieu, saintes affections!
Puis mon amour aux fleurs se fit entendre,
Comme aux oiseaux et comme aux papillons.
J'aimai d'abord jusqu'au soleil superbe,
J'aimai la rose aux échantillons harmonieux,
Le ver luisant, cette étoile de l'herbe,
L'étoile d'or, ce ver luisant des cieux.

Un peu plus tard, je jurai que ma vie
Appartendrait à mon premier amour;
Puis je connus l'amour de la patrie,
Puis l'amour dans mon cœur fut son tour.
Plus tard encore j'aimai toutes les femmes,
Et tous les arts et toutes les grandeurs;
J'aurais juré qu'en moi brûlaient dix âmes,
J'aurais juré qu'en moi battaient dix cœurs.

Homme, à la fin, j'eus cet amour austère
Pour tous sacré, même aux folles amours,
Que, devant Dieu, dans un serment sincère,
Avec son nom l'un donne pour toujours.
Dont m'envoya des enfants non pour plaire,
Et m'ont quitté, car l'amour les surprit,
De les tenir de l'amour de leur mère,
Et puis un jour l'amour me les reprit.

Et maintenant, au bout de ma carrière,
J'adore encore ma femme en cheveux blancs,
Et j'éprouve mes amours de naguère
Qu'ont les enfants de mes petits enfants.
J'aime avec foi la terre d'espérance
Que Dieu promet au voyageur pèlerin,
Et, n'ayant d'autre pour la nature immortelle,
De moi-même comme je suis, en moi!

C'est l'amour qui dure
De nobles joies
Le cœur tendre encore,
Tout cœur jeune ou vieux!
C'est là son bonheur
Qui nous fait un cœur
Et, sous l'œil des cieux,
Se sent deux par deux!

EDOUARD PLOUVIER.

Mariage.

A St. Norbert, le 7 courant, par le Rev. M. Fillon, M. Octave Allard, de St. Boniface, à Demoiselle Genevieve White, de St. Norbert.

Annouces Nouvelles

La Société de Colonisation de MANITOBA.

IL y aura LUNDI PROCHAIN, à 7 h. p.m., une réunion des membres et de ceux qui désirent en faire partie, au lieu ordinaire des réunions.

Par ordre,
N. D. GAGNIER,
Secrétaire Arch.

M. A. CHARTRAND.

INFORME le public en général, qu'il a ouvert un magasin dans la bâtisse de M. Onis Monchamp, en face de M. R. Bentley, marchand de fer.

Son magasin consiste en Marchandises sèches, librairie et bijouterie de toutes sortes.

—AUSSI—

un assortiment varié de chaussures, qu'il vendra meilleur marché que partout ailleurs.

M. A. Chartrand, sollicite un encouragement libéral.

De plus, une attention toute spéciale sera prise pour toute commande que l'on voudra bien lui confier pour les fournitures d'installations.

M. A. Chartrand a aussi acheté la librairie du journal le «*Mets*».

Il invite le public à aller lui faire visite.

A. CHARTRAND.

Winnipeg, 29 Novembre, 1873. 6m



AVIS est par les présentes donné que, par et en vertu des dispositions de l'Acte de la Puissance du Canada, 36 Vict., cap. 28, concernant les Petitions d'Élection et les Élections contestées des Membres pour la Chambre des Communes, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a, par ordre fait de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif de la Province de Manitoba, autoriser et repris les juges de la Cour du Banc de la Reine, de remplir les devoirs à eux assignés par ledit Acte.

J. NORQUAY,

Agissant pour le Secré. Prov.

Winnipeg, 21 février, 1874. 1m

Avis.

AVIS EST par le présent donné que d'après des résolutions passées à une Assemblée Préliminaire, qu'une Assemblée Générale des Arpenteurs aura lieu au Bureau de F. A. MARTIN, Arpenteur, Rue du Bureau de Postes, LUNDI, le 27 d'AVRIL, à 7 h. p.m., dans le but de former une association pour la meilleure organisation de la Profession.

Tous les Membres de cette Profession sont en conséquence priés d'y assister.

F. A. MARTIN,

Arpenteur.

Winnipeg, 9 Avril, 1874. 2-4

Soumissions pour Foin.

DES SOUMISSIONS pour fournir MILLE TONNES DE FOIN, ou une moindre quantité, en moutons, et protéger contre le foin et les animaux, sur le Territoire Britannique, dans un rayon de neuf milles de l'établissement de la Commission des Frontières de Sa Majesté, à Dufferin, pendant l'année 1874, seront reçues par

GOTTION M. ALMON,

Surintendant des Provisions Agricoles.

De 9 h. à 11 Avril, 1874. 31

CHABOT & Cie.

MARCHANDS TAILLEURS,
AU

Grand entrepôt d'objets, de nouveauté et de mercerie.

Leurs tablettes sont remplies de marchandises nouvelles et de choix, achetées sur les meilleurs marchés; elles consistent en draps fins, étoffes françaises, canadiennes, anglaises et écossaises.

—AUSSI—

un fonds choisi de Hardes faites et Fournitures d'habits d'hommes, Bâtes de laine, objets de toilette, Indiennes, Galons, Bonneterie, Camisoles, Giletons, Couvertures de lit et Peaux de bœuf, assortiment varié.

Le Département du Tailleur

est au complet. Hardes faites sur commande, dans le meilleur goût, d'après les derniers modes et d'une coupe irréprochable.

Le débit fait le profit.

CHABOT & Cie

27 décembre, 1873. 3m



Gouvernem. de la Puissance.

Département de l'Immigration.

Libres d'Enregistrement.

LES PERSONNES ayant des propriétés à vendre ou à louer, et celles qui auront de l'ouvrage de n'importe quelle sorte à faire faire, peuvent donner leurs noms, leurs localités, etc., etc., qui seront enregistrés dans des livres venant d'être ouverts, dans le but de faciliter aux immigrants le moyen de trouver des propriétés à acheter ou à louer, ou de l'ouvrage.

W. HESPELER,

Gouvernement de la Puissance,

Agent d'immigration.

Bureau d'Immigration de la Puissance,

Winnipeg, 24 Mars, 1874. juo

F. A. M. FOUCHER,

A en mains et doit recevoir un assortiment choisi et varié dans chaque département de Marchandises Sèches, Joints, Articles de Toilette, Objets de Fantaisie, Bijouterie, Epicerie, Quincaillerie, Cigarettes, Cigares et Tabac de toutes sortes, etc., etc. Assortiment varié de la FAUCONNE et VERMOREL à grand marché pour ABREVIÉ COMPLANT, F. A. M. FOUCHER, acheter en échange, Provisions, Fumure, Robes de chambre, et Peaux de toutes sortes, peupliers, soies ou vertes. Aussi, Soutiers du Pays.

RESTAURANT VINTAGE EST SOLICITEUR.

Territoires de Manitoba et DU NORD-OUEST

Ligne de Transport pour les Passagers et le Fret.

DES SOUMISSIONS cachetées, adressées au Sous-Secrétaire, seront reçues à ce Bureau jusqu'au 20 avril prochain pour former une ligne de transport allant de la Baie du Tonnerre au Fort Garry, durant la prochaine saison de navigation.

Cette ligne devra se diviser en deux sections, savoir: la Section Est, s'étendant du Débarcadere du Prince Arthur à l'Angle Nord-Ouest et du Lac des Bois, et la Section Ouest de l'Angle Nord-Ouest au Fort Garry.

Les Soumissions devront être faites pour toutes les lignes, ou séparément pour l'une ou l'autre de ces deux Sections.

Le Matériel et les Bâtimens maintenant sur la route, seront remis à l'usage des personnes à qui le contrat en question sera accordé.

Les Coléules du matériel et des Bâtimens peuvent être vues à ce Bureau et aux Bureaux suivants, savoir: Travaux Publics, Toronto; Alan MacDonnell, etc., I. C. Colingwood; Bureau du Revenu de l'Intérieur, Sarnia; et Bureau du Chemin du Lac des Bois, Fort Garry.

Tout l'équipement additionnel devra être fourni par le contracteur.

Les moyens de transport devront être tels que les communications ne soient jamais interrompues.

Les prix pour le fret et les passagers, et le bonus pour la saison, devront être spécifiés dans la soumission.

Le département ne s'oblige pas à accepter la plus basse ni aucune des soumissions. On pourra obtenir d'autres informations en s'adressant à ce Bureau ou aux Bureaux plus haut mentionnés.

Par ordre,

F. BRAUN,

Secrétaire.

Département des Travaux Publics, Ottawa, 19 mars, 1874. 2f

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné à TOUTES PERSONNES réclamant, au vertu de la Section 32 de l'Acte de Manitoba, des TITRES pour les TERRES situées dans la ZONE établie soit sur la Rivière Rouge soit sur la Rivière Assiniboine, ou dans aucun des ETABLISSEMENTS en dehors de la dite ZONE, comprenant la Paroisse de STE ANNE, et la PETITE POINTE DE CHÉNE, ainsi que ST. LAURENT et la POINTE DE CHÉNE au LAC MANITOBA, WESTBOURNE, &c., &c., que des

Demandes de Patentes

pour telles TERRES peuvent maintenant être faites à l'HONORABLE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Chaque telle DEMANDE devra être accompagnée d'un ETAT assermenté de la personne faisant telle demande, lequel état devra contenir la description et la condition du LOT et couvrir les particularités en vertu desquelles la Patente est réclamée, et devra être envoyée sous enveloppe au sous-signe.

J. S. DENNIS,

Arpenteur Général.

Bureau de l'Arpentage des Terres de la Puissance, Winnipeg, 8 Avril, 1874. 3m

TERRES DANS LES LIMITES DE L'ETABLISSEMENT.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que le fait de prendre, en s'y établissant ou de toute autre manière, des terres inoccupées dans les Limites de l'Etablissement, soit sur la Rivière Rouge ou sur la Rivière Assiniboine, sans avoir préalablement obtenu la permission de ce Département, ne sera pas reconnue par le Gouvernement comme donnant un droit exclusif d'établissement, ni d'occupation, ou de préemption, et toute personne est par le présent requise de se conduire en conséquence.

Par ordre,

J. S. DENNIS,

Arpenteur Général.

Bureau des Terres de la Puissance, Winnipeg, 8 Avril, 1874. 3f

